



## **Commentaires du HCR sur la**

### **Proposition de Directive du Conseil relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres, présentée par la Commission européenne (COM (2001) 181 final)**

---

#### **Introduction**

1. L'accueil des personnes susceptibles d'être reconnues réfugiés et leurs conditions d'existence ont une influence directe sur le caractère effectif de la protection internationale des réfugiés. Il est donc légitime que le HCR, au titre de son mandat d'accorder aux réfugiés une protection internationale et de rechercher des solutions durables à leurs problèmes, s'intéresse aux normes de traitement applicables aux demandeurs d'asile dès leur arrivée dans le pays d'asile et jusqu'à ce qu'il soit définitivement statué sur leur demande.

2. A l'heure actuelle, les conditions d'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres de l'Union européenne varient considérablement d'un pays à l'autre. Ces grandes différences de traitement se retrouvent même dans la manière dont les Etats répondent, en pratique, aux besoins les plus élémentaires des personnes, comme les moyens de subsistance, le logement ou les soins médicaux. Certains Etats fournissent une aide de subsistance à tous les demandeurs d'asile, d'autres seulement à ceux qui sont pris en charge dans des centres d'hébergement, d'autres encore n'apportent aucune assistance tant que le demandeur d'asile n'a pas été admis à la procédure d'examen sur le fond de sa demande. De nombreux pays ont des structures d'hébergement centralisées avec une capacité d'accueil suffisante, mais, dans certains pays, les demandeurs d'asile ne bénéficient d'aucune aide de l'Etat en matière de logement. Dans certains pays, les demandeurs d'asile ont accès à tous les services qui dispensent des soins médicaux de base et des soins psychologiques, au même titre que les nationaux, alors que dans beaucoup d'autres, ils ne bénéficient que des soins d'urgence.

3. Dans ce contexte, le HCR apprécie les efforts sérieux entrepris par la Commission européenne et les Etats membres pour instituer des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile. Les avantages que présente l'harmonisation des normes d'accueil sont évidents. Si les Etats continuent d'appliquer leurs politiques et pratiques nationales en matière d'accueil, indépendamment de toute coordination avec les autres, on pourrait aboutir à ce

que les Etats offrant le meilleur dispositif d'accueil attirent une plus grande proportion de demandeurs d'asile. Il serait compréhensible qu'un demandeur d'asile cherche à bénéficier des dispositifs d'accueil les plus favorables. Cependant des conditions d'accueil respectueuses de leur dignité et de leurs droits fondamentaux ne constituent que l'un des nombreux facteurs qui influent sur les demandeurs d'asile dans le choix de leur destination. Ainsi une personne qui fuit devant la persécution peut souhaiter déposer une demande d'asile dans un pays donné, non pas en raison de la qualité de ses conditions d'accueil, mais parce que, dans son cas particulier, elle y a plus de chance d'obtenir une réponse positive à sa demande d'asile à l'issue de la procédure de détermination du statut de réfugié. Dans beaucoup de cas cependant, l'élément déterminant dans le choix du pays de destination demeure l'existence de liens particuliers que le demandeur d'asile entretient avec ce pays, dus à la présence de membres de sa famille ou à des facteurs linguistiques, historiques ou culturels.

4. Par la présente note, le HCR entend poursuivre sa contribution à l'élaboration d'une politique d'accueil juste et efficace par l'Union européenne. Le HCR estime que l'émergence d'une politique commune de l'Union européenne dans ce domaine, qui pourrait très largement reposer sur la proposition de Directive du Conseil présentée par la Commission, doit satisfaire aux exigences fondamentales suivantes:

- (i) Toute politique d'accueil doit avoir comme objectif premier la mise en place d'un traitement humain et respectueux des droits fondamentaux de la personne et qui garantisse au demandeur d'asile, en toutes circonstances, des conditions de vies décentes et dignes.
- (ii) La mise en œuvre d'une politique d'accueil juste et efficace est soumise à un contexte politique et une opinion publique favorables au respect mutuel et de confiance envers les demandeurs d'asile.
- (iii) Toute politique d'accueil doit être élaborée et mise en œuvre en fonction de la durée des procédures d'asile. Lorsque les procédures se prolongent indûment, les demandeurs d'asile doivent se voir accorder un ensemble plus large de droits et de prestations sociales et économiques.
- (iv) Le caractère effectif et la qualité d'une politique d'accueil ne doivent pas être jugés uniquement en fonction des besoins matériels immédiats des demandeurs d'asile mais également en termes de réelles perspectives d'avenir - qu'il s'agisse de possibilités d'intégration pour ceux qui seront reconnus réfugiés ou de possibilités de retour et de réinsertion pour ceux dont la demande n'aura pas favorablement abouti.

- (v) Une politique d'accueil juste et efficace doit tenir pour acquis que les demandeurs d'asile sont capables de se prendre en charge et de contribuer au financement de leur accueil, pourvu qu'il soit mis à leur disposition les outils adéquats en terme de formation linguistique, de développement des compétences et perspectives d'emploi.
- (vi) Un dispositif d'accueil juste et efficace doit assurer un équilibre satisfaisant entre les droits et prestations accordés aux demandeurs d'asile et les obligations et contributions que l'on attend d'eux.

### **Observations sur la Proposition de Directive relative à l'accueil**

#### ***Remarques générales***

5. Le HCR souscrit pleinement à l'économie générale de la proposition de directive et se félicite du grand nombre de dispositions très complètes qu'elle contient. La Commission a également eu le grand mérite de s'efforcer à l'équilibre entre les normes minimales d'accueil qui doivent avoir leur place dans un instrument communautaire et la marge de manœuvre laissée aux Etats membres quant à la mise en œuvre de ces normes à l'échelon national. Le HCR reste engagé dans une étroite collaboration avec les Etats membres et la Commission en vue d'atteindre l'objectif premier de la proposition de directive: assurer aux demandeurs d'asile des conditions d'accueil harmonisées « qui devraient suffire à leur garantir un niveau de vie digne » dans tous les Etats membres.

6. Le HCR salue les dispositions générales sur les conditions d'accueil que les Etats membres sont invités à mettre en œuvre en toutes circonstances et à tous les stades de la procédure d'asile. Il s'agit notamment de l'obligation de mettre à la disposition des demandeurs d'asile des informations et de la documentation, de leur offrir des soins médicaux et des soins psychologiques d'urgence, des conditions d'accueil matérielles qui leur assurent un niveau de vie adéquat pour leur santé et leur bien-être, ainsi que de garantir l'accès à l'éducation pour leurs enfants. Le HCR se félicite également de la disposition applicable aux demandeurs d'asile présentant des besoins particuliers, comme les mineurs non-accompagnés, les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes enceintes et les victimes de torture, de sévices sexuels ou de toute autre violence fondée sur le sexe ou sur le rôle attribué aux hommes et aux femmes (« gender-related violence »).

7. En outre, le HCR approuve le lien, établi dans la proposition de directive, entre les conditions d'accueil et la durée des procédures d'asile, de manière à

prendre en compte les changements qui apparaissent avec le temps dans les besoins, les attentes, les aspirations et le potentiel des demandeurs d'asile. A l'évidence, les liens entre conditions d'accueil et procédure d'asile vont même au-delà du facteur temps. Des normes d'accueil adéquates permettent aux demandeurs d'asile de préparer et déposer leur demande d'asile dans de meilleures conditions, de coopérer avec les autorités responsables des questions d'asile pendant toute la durée de la procédure et plus généralement, de créer un climat de confiance dans l'ensemble du dispositif d'asile. Parallèlement, des procédures justes qui identifient rapidement et correctement les personnes qui ont besoin de protection internationale et celles qui n'en ont pas besoin, contribuent à réduire les coûts attachés à la mise en œuvre des dispositifs d'accueil. De même, les chances de renforcer les relations communautaires seront d'autant plus grandes que la confiance de l'opinion publique dans l'efficacité et le caractère effectif des procédures d'asile sera importante.

8. De même, le HCR rejoint entièrement la proposition de directive dans son souci de promouvoir des relations harmonieuses entre les demandeurs d'asile et les communautés locales qui les accueillent. Comme l'écrit la Commission, « ...la perception politique et sociale que l'opinion publique en général et les communautés locales en particulier peuvent avoir des questions liées à l'asile joue un rôle déterminant dans la qualité de vie des demandeurs d'asile ». Pour aider à atteindre cet objectif, le HCR prévoit de mener dans un avenir très proche une étude globale sur les relations entre politiques d'accueil et politiques d'intégration dans les Etats membres de l'Union européenne et sur les perceptions et les comportements des sociétés d'accueil.

9. Les dispositions relatives à la limitation ou au retrait du bénéfice des conditions d'accueil pour sanctionner un « comportement négatif » constituent sans doute l'aspect le plus discutable de la proposition de directive. Il est bien établi que tout demandeur d'asile a des devoirs vis-à-vis du pays auprès duquel il sollicite l'asile, qui impliquent en particulier qu'il se conforme à ses lois et règlements ainsi qu'à toute mesure visant au maintien de l'ordre public. Lorsqu'un requérant a été reconnu coupable d'actes contraires aux lois et règlements du pays auprès duquel il a sollicité l'asile, il doit être soumis aux mêmes sanctions que celles applicables aux nationaux de ce pays dans les mêmes circonstances.

### *Commentaires détaillés*

10. Comme il a été indiqué plus haut, la plupart des dispositions contenues dans la proposition de directive est conforme aux recommandations du HCR relatives aux conditions d'accueil des demandeurs d'asile dans l'Union européenne, publiées en juillet 2000 sous le titre: « Reception standards for

Asylum-Seekers in the European Union ». Le HCR espère que ces dispositions seront maintenues au cours des négociations menées par le Conseil. Les paragraphes qui suivent présentent les observations du HCR sur les quelques aspects de la proposition de directive qui méritent, selon lui, d'être éclaircis ou amendés. Par commodité de référence, ces observations suivent la structure de la proposition de directive.

### Article 3: Champ d'application

11. L'article 3 de la proposition prévoit une application non-contraignante de la directive aux personnes qui sollicitent la protection d'un Etat membre sur un fondement autre que celui de la Convention de 1951. Du point de vue du HCR, les Etats membres devraient être invités à garantir, dans le cadre de la compétence communautaire, des normes minimales d'accueil à tous les demandeurs d'asile, que leur demande de protection soit fondée ou non sur la Convention de 1951. C'est l'évaluation de leurs besoins et non la nature des motifs qui fondent leur demande qui doit guider le choix des droits fondamentaux et des aides sociales dont les demandeurs d'asile doivent bénéficier pour vivre dignement pendant la durée d'examen de leur demande.

### Article 6: Documents

12. Le HCR approuve la disposition de l'Article 6 prévoyant de garantir aux demandeurs d'asile la délivrance d'un certificat attestant de leur statut. La mention éventuelle, sur ce document, d'informations relatives au droit du titulaire à bénéficier de certains droits et prestations sociales prévus par la proposition de directive est laissée à l'appréciation des Etats membres. Si cette information n'apparaît pas, il est possible que ni les demandeurs d'asile, ni les personnes chargées d'appliquer ces dispositions ne soient pleinement informés de ces droits et prestations sociales. Aussi peut-il être souhaitable que la mention de cette information sur le certificat délivré aux demandeurs d'asile soit obligatoire.

### Article 7: Liberté de circulation

13. L'Article 7(1) autorise les Etats membres à restreindre la liberté de circulation des demandeurs d'asile à une partie limitée de leur territoire national, lorsque cela est nécessaire aux fins de la mise en œuvre de la présente directive ou pour permettre de traiter rapidement les demandes d'asile. Il conviendrait que la directive aille plus loin dans cette voie et précise les facteurs à prendre en compte par les Etats membres dans l'attribution du lieu de résidence des requérants pendant l'examen de leur demande d'asile:

- (i) Présence d'associations d'aide aux réfugiés, de conseils juridique, de centres de formation linguistique, et, dans la mesure du possible, d'une communauté nationale ou ethnique déjà établie dont est membre le demandeur d'asile.
- (ii) Possibilités de relations harmonieuses entre les demandeurs d'asile et les communautés d'accueil.
- (iii) Besoins d'aides financières supplémentaires pour couvrir les coûts induits par le déplacement des demandeurs d'asile lorsqu'ils doivent voyager pour des motifs visés par l'Article 7(4).

14. L'Article 7(2) pose le principe général selon lequel la détention des demandeurs d'asile doit être normalement évitée, sauf situations exceptionnelles prévues par le projet de *Directive relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les Etats membres*. Cependant ni les procédures d'asile couvertes par ce projet de directive, ni la présente proposition ne traite des garanties de procédure applicables aux demandeurs d'asile en détention pas plus que des conditions de cette détention. Au vu de ces manques, le HCR estime que l'instrument le mieux adapté pour couvrir ces matières au terme de l'Article 63 du Traité d'Amsterdam est la proposition de directive relative aux conditions d'accueil. Les dispositions annexées au présent document et extraites des *Principes directeurs du HCR sur les critères et les normes applicables quant à la détention des demandeurs d'asile* pourraient être utilement insérées à l'article 7 ou, en cas d'impossibilité, être jointes en annexe à la proposition de directive.

#### Article 9: Familles

15. Le HCR se félicite de la disposition de l'Article 9 appelant à prendre des mesures appropriées pour maintenir l'unité de la famille. Le HCR remarque cependant avec inquiétude que l'Article 9, associé à l'Article 2(d) et 2 (e), exclurait du bénéfice de ces dispositions les demandeurs d'asile qui auraient fondé une famille dans l'Etat membre où ils ont déposé leur demande d'asile ou ceux qui auraient des membres de leur famille résidant régulièrement dans cet Etat membre pour des motifs ne relevant pas de l'asile.

#### Article 11: Examens médicaux

16. Le HCR attache une très grande importance à l'amendement de l'Article 11 qui doit stipuler que les tests de dépistage du VIH ne peuvent être effectués qu'à la demande express ou avec le consentement du demandeur d'asile. Le HCR, aux côtés de l'OMS et de l'organisation des Nations Unies de lutte contre le SIDA (UNAIDS) est absolument opposée aux tests de dépistage systématique du VIH pour les demandeurs d'asile et les réfugiés en raison du risque de violation

indirecte de leurs droits fondamentaux que pourraient entraîner des effets discriminatoires sur des individus dont le test se révélerait positif.

#### Article 13: Emploi

17. Le HCR se réjouit de la souplesse dont fait preuve la Commission dans le domaine de l'emploi: en effet l'Article 13 fixe à 6 mois, à compter du dépôt de la demande d'asile, le délai maximum au-delà duquel l'interdiction d'accès au marché du travail ne peut être prolongée. Les Etats membres ont ainsi toute latitude pour autoriser les demandeurs d'asile à occuper un emploi rémunéré le plus tôt possible en fonction des considérations économiques liées au marché de l'offre et de la demande. Les demandeurs d'asile acquerront d'autant plus vite leur autonomie et leur indépendance vis-à-vis de l'assistance étatique qu'ils auront accès tôt au marché de l'emploi.

#### Article 14: Formation professionnelle

18. Au terme de l'article 14, les demandeurs d'asile peuvent se voir interdire l'accès à la formation professionnelle pendant une période maximale de six mois après le dépôt de leur demande. Si les demandeurs d'asile sont autorisés à travailler au plus tard six mois après le dépôt de leur demande, il conviendrait de les aider à acquérir des qualifications nouvelles et adaptées au marché de l'emploi ou à renforcer et perfectionner les compétences déjà acquises. Dans ce contexte, l'accès rapide à la formation professionnelle peut être une étape nécessaire pour optimiser les perspectives d'emploi. Aussi le HCR recommande-t-il que les demandeurs d'asile bénéficient de la formation professionnelle dès leur admission à la procédure sur le fond de leur demande, de manière à améliorer leurs chances de trouver un emploi dès la délivrance de l'autorisation de travail.

#### Article 16: Logement

19. Le HCR approuve le caractère contraignant de l'Article 16 relatif au logement des demandeurs d'asile et des membres de leur famille qui les accompagnent. Cet article donne au gouvernement le choix entre quatre types de logement. Quelle que soit l'option retenue, elle doit, conformément au principe général inscrit à l'Article 15 (2), « garantir un niveau de vie adéquat pour la santé et le bien-être des demandeurs d'asile et des membres de leur famille qui les accompagnent, ainsi que la protection de leurs droits fondamentaux ». Au vu de ces objectifs, il conviendrait de renforcer l'Article 16 sous trois aspects.

20. Il serait tout d'abord souhaitable que le séjour d'un demandeur d'asile dans des centres d'hébergement collectif soit le plus court possible. Loger les

demandeurs d'asile dans des structures collectives pendant les premiers mois qui suivent leur arrivée permet de faciliter la diffusion de l'information de manière efficace et de mettre à leur disposition conseil et orientation. Ultérieurement, passée la première phase du besoin d'information et de conseil, le logement privé est souvent la formule la mieux adaptée. Les dangers de marginalisation sont d'autant plus grands que les gens restent longtemps dans des lieux d'hébergement collectifs.

21. En second lieu, les demandeurs d'asile qui ont l'occasion de se loger chez des parents ou des amis ne doivent pas être obligés de vivre en centres d'hébergement. Ils doivent au contraire bénéficier d'allocations qui leur permettent de participer au loyer ou aux dépenses courantes.

22. En troisième lieu, les normes minimales communes en matière de logement à accorder aux demandeurs d'asile par les Etats membres, qu'ils soient hébergés à titre collectif ou privé, pourraient aussi satisfaire utilement aux exigences suivantes:

- (i) Dans la mesure du possible, les services de base accessibles aux demandeurs d'asile ne doivent pas leur être exclusivement réservés, mais être intégrés dans les services mis à la disposition de l'ensemble de la communauté. Ceux-ci doivent être complétés, le cas échéant, par des structures spécifiques de soutien qui répondent aux besoins particuliers des demandeurs d'asile (par exemple des cours de langue, des programmes d'orientation et de sensibilisation à la culture du pays d'accueil, du conseil social et juridique, du développement communautaire, etc.)
- (ii) Dès que les demandeurs d'asile déboutés reçoivent leur notification de reconduite à la frontière, ils doivent être transférés vers un lieu d'hébergement différent. Il existe au moins deux bonnes raisons à cela: d'une part, la mise en œuvre des mesures d'éloignement s'accompagne souvent de troubles sérieux et d'expériences traumatisantes qui peuvent perturber les autres résidents du centre d'hébergement. D'autre part, elles peuvent impliquer la visite dans le centre d'hébergement de représentants gouvernementaux du pays d'origine des demandeurs d'asile déboutés aux fins d'identification et de délivrance de documents de voyage.

#### Article 17: Montant total des allocations ou des bons

23. L'article 17 donne à la proposition de directive les moyens financiers d'atteindre l'objectif qu'elle s'est fixée à l'Article 15 (2): Garantir aux demandeurs d'asile un niveau de vie adéquat pour leur santé et leur bien-être, ainsi que la protection de leurs droits fondamentaux. Le HCR souscrit à cet objectif très



important mais tient cependant à exprimer ses réserves quant au système de bons que la proposition de directive cherche à instituer comme l'une des formes légalement reconnues par lesquelles les Etats membres pourraient garantir les conditions matérielles de l'accueil des demandeurs d'asile. L'exemple prouve que, dans certains Etats membres, il existe une sensibilité particulière de la société à l'égard des achats par bons qui peut induire des préjugés et des discriminations à l'encontre des demandeurs d'asile.

24. Le HCR estime également que l'Article 17 gagnerait à définir un critère plus objectif permettant de préciser le degré d'aide matérielle qui garantirait aux demandeurs d'asile « un niveau de vie digne et des conditions de vie comparables dans tous les Etats membres ». Plutôt que d'appeler les Etats membres à ne pas laisser les demandeurs d'asile « tomber dans l'indigence », il conviendrait que l'Article 17 fasse explicitement référence au niveau des prestations du système national de protection sociale et utilise ce critère pour déterminer le montant des aides sociales à accorder aux demandeurs d'asile. Ceci permettrait également que l'aide allouée aux demandeurs d'asile soit réévaluée en fonction de l'augmentation du niveau national de protection sociale, lui-même dépendant de l'augmentation du coût de la vie.

#### Articles 20 et 21: Soins médicaux et psychologiques

25. La proposition de directive conditionne la nature des soins médicaux dispensés aux demandeurs d'asile au type de procédure d'asile applicable à leur cas. Les demandeurs d'asile en procédure normale ont accès aux soins médicaux primaires dispensés par un médecin généraliste et aux soins psychologiques, alors que ceux dont le cas est traité dans le cadre d'une procédure de recevabilité ou d'une procédure accélérée ne bénéficient que des soins médicaux et psychologiques d'urgence. Le HCR estime que tous les demandeurs d'asile doivent, en principe, bénéficier du même traitement au regard de l'accès aux soins. Concernant un autre point, étroitement lié à la question de l'accès aux soins, le HCR recommande que la participation financière aux soins médicaux et psychologiques qui leur sont dispensés, demandée aux demandeurs d'asile qui en ont les moyens au terme des articles 20(4) et 21(6), soit alignée sur celle des nationaux.

#### Article 22: Limitation ou retrait du bénéfice des conditions d'accueil

26. L'Article 22 de la proposition de directive prévoit la limitation ou le retrait du bénéfice des conditions d'accueil dans les cas où les demandeurs d'asile manifesteraient un « comportement négatif ». Cet Article énumère les situations dans lesquelles le comportement d'un demandeur d'asile peut être considéré comme « négatif »: le demandeur d'asile a disparu; il n'a pas respecté l'obligation

de se présenter aux autorités; il n'a pas répondu aux demandes d'information concernant sa demande d'asile; il ne s'est pas rendu à un entretien personnel concernant sa demande d'asile; il s'est désisté de sa demande; il a dissimulé ses ressources financières; il est considéré comme une menace pour la sécurité nationale; il est susceptible de relever de la clause d'exclusion du statut de réfugié en vertu de l'Article 1F de la Convention de 1951; il s'est montré violent et menaçant à l'encontre du personnel ou des autres résidents du centre d'hébergement; il ne respecte pas l'exigence de séjour dans un centre d'hébergement; il empêche les enfants placés sous sa responsabilité d'aller à l'école.

27. Le HCR comprend l'intérêt légitime et évident des gouvernements et des communautés locales de s'assurer que l'on n'abuse pas de leur hospitalité et de leur générosité. Les problèmes d'abus réels des systèmes étatiques de l'asile peuvent et doivent trouver une solution juridique dans le cadre des procédures d'asile existantes, notamment en cas de refus délibéré de la part du demandeur d'asile de coopérer en vue de faciliter le traitement rapide de son dossier. De même, si un demandeur d'asile s'est désisté de sa demande ou a disparu, et par voie de conséquence ne se présente pas aux autorités chargées de la détermination du statut de réfugié dans le délai imparti, c'est à ces mêmes autorités qu'il revient d'interrompre l'instruction de sa demande. Une fois que ces personnes ont été exclues de la procédure d'asile parce qu'elles n'ont manifesté aucun intérêt à la poursuite de l'examen de leur demande, elles ne sont plus considérées comme demandeurs d'asile et n'ont plus de revendication légitime à bénéficier du dispositif d'accueil étatique dont elles bénéficient.

28. Concernant les clauses d'exclusion de l'Article 1(F) de la Convention de 1951, c'est aux autorités responsables de la détermination du statut de réfugié qu'il appartient d'apprécier leur applicabilité. Si ces autorités ont établi qu'il existe de sérieuses raisons de penser qu'un demandeur d'asile s'est rendu coupable de l'un des actes décrits à l'Article 1(F) de la Convention, celui-ci est considéré comme ne méritant pas la protection internationale et il est exclu du bénéfice du statut de réfugié. C'est à ce moment-là seulement que cette personne peut se voir refuser le bénéfice de l'accueil.

29. Lorsqu'il s'agit d'un autre type de « comportement négatif », sans rapport avec l'examen de la demande d'asile, comme le fait de mal se conduire dans le centre d'hébergement ou de ne pas envoyer ses enfants à l'école, les demandeurs d'asile doivent être soumis aux mêmes mesures applicables dans les mêmes circonstances aux nationaux et aux migrants séjournant régulièrement dans le pays.

## **Conclusion**

30. L'adoption d'un instrument communautaire sur les normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile constituera une avancée importante dans l'élaboration d'un Régime d'asile européen commun. La mise en place de normes communautaires dans d'autres domaines relevant de l'asile peut gagner en effectivité si les demandeurs d'asile bénéficient déjà de conditions de vie équitables et décentes dans toute l'Union européenne. Ce n'est que lorsque les demandeurs d'asile n'ont pas à se préoccuper de leurs moyens de subsistance que les procédures d'asile peuvent se dérouler dans de bonnes conditions.

31. La proposition de directive du Conseil présentée par la Commission couvre les différents aspects de l'accueil des demandeurs d'asile de manière très complète. Le HCR salue la quasi-totalité des dispositions qu'elle contient et espère qu'elles seront maintenues dans le texte final. Le HCR a souhaité des éclaircissements ou des amendements sur quelques points afin de garantir leur parfaite conformité avec les normes existantes en matière de protection des réfugiés et des droits fondamentaux de la personne humaine et de s'assurer que les objectifs fondamentaux de la proposition de directive seront bien réalisés. C'est dans l'esprit de sa permanente et étroite coopération avec la Commission et les Etats membres que le HCR soumet les présentes observations et suggestions.

\*\*\*\*\*

*UNHCR Genève*  
*Juillet 2001*

**Extraits des Principes directeurs du HCR  
sur les critères et les normes applicables quant à la détention des  
demandeurs d'asile, février 1999**

---

***I. Principes généraux***

- (i) Il convient d'étudier avant tout et pour chaque cas individuel toutes les alternatives à la détention d'un demandeur d'asile jusqu'à ce qu'il soit définitivement statué sur sa demande de statut de réfugié.
- (ii) Les mineurs demandeurs d'asile de moins de 18 ans ne devraient pas être détenus; si leur détention est inévitable, elle ne doit intervenir qu'en dernier recours et doit être aussi brève que possible.
- (iii) En règle générale, la détention des femmes dans les derniers mois de leur grossesse et des mères qui allaitent devrait être évitée.
- (iv) Les demandeurs d'asile victimes de tortures ou de traumatismes, les personnes ayant un handicap physique ou mental et les personnes âgées ne devraient pas être détenues sans la présentation d'un certificat établi par médecin praticien qualifié et attestant que la détention n'aura pas de conséquences néfastes sur leur santé ou leur bien-être.

***II. Garanties procédurales minimales pour les demandeurs d'asile en détention***

- (i) Que leur soit communiqué promptement et entièrement tout ordre de détention, ainsi que les raisons l'ayant motivé et les droits qui s'y rapportent, dans une langue et dans des termes qui leur soient compréhensibles.
- (ii) Etre informés de leur droit au conseil juridique. Là où c'est possible, ils devraient bénéficier d'une assistance juridique gratuite.
- (iii) Que la décision soit l'objet d'un contrôle automatique par une instance judiciaire ou administrative indépendante des autorités chargées de la détention. Celui-ci devrait être suivi par des contrôles périodiques et réguliers de la nécessité de poursuivre la détention.
- (iv) Récuser, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant, la nécessité de la privation de liberté et réfuter quelque verdict que ce soit.

- (v) La détention ne devrait en aucun cas constituer un obstacle quant aux possibilités du demandeur de poursuivre les formalités liées à sa demande.

### ***III. Conditions de détention***

- (i) Les conditions de détention des demandeurs d'asile devraient être humaines, dans le respect de la dignité inhérente à la personne. Elles devraient être définies par la loi.
- (ii) Tous les demandeurs d'asile devraient être examinés au tout début de leur détention pour identifier les victimes de traumatismes ou de tortures.
- (iii) Des espaces de détention différents devraient être utilisés pour les demandeurs d'asile. S'il n'existe aucune alternative, les demandeurs d'asile devraient être dans des endroits séparés des criminels.
- (iv) La séparation des hommes et des femmes dans les espaces de vie devrait être faite, sauf quand ils font partie du même groupe.
- (v) La possibilité d'avoir des contacts réguliers ainsi que des visites d'amis, de parents, ou de conseillers religieux, social ou juridique.
- (vi) La possibilité de recevoir un traitement médical adéquat et une aide psychologique lorsque c'est approprié.
- (vii) La possibilité de s'adonner à quelques formes d'exercice physique par des activités récréatives quotidiennes, à l'intérieur et à l'extérieur.
- (viii) La possibilité de poursuivre des études et une formation professionnelle.
- (ix) La possibilité de pratiquer leur religion, de s'adonner à un culte et de recevoir un régime alimentaire dicté par leur religion.
- (x) La possibilité d'avoir accès à des fournitures de base, comme des lits, des douches et des toilettes, etc.
- (xi) L'accès à un système de plaintes (procédures de doléances) dans une langue compréhensive.